

Déclaration sur le COVID 19 :

Monsieur Paul BIYA doit assumer pleinement et par lui-même la fonction présidentielle qu'il usurpe depuis le hold-up électoral d'octobre 2018, faute de quoi le peuple camerounais sera en devoir de constater sa défaillance et d'en tirer toutes les conséquences politiques

Mes chers compatriotes,

Le monde est en guerre contre le COVID 19, autant dire contre la mort !

Il ne peut y avoir de récupération politique d'un drame national. Il y a un devoir de responsabilité. Et comme par rapport à la situation désastreuse qui prévaut toujours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, nous entendons assumer pleinement la nôtre.

Alors que dans tous les pays à travers le monde les dirigeants au plus haut niveau conduisent eux-mêmes cette guerre dans laquelle même les plus grandes puissances de la planète semblent littéralement débordées au regard du bilan provisoire des victimes infectées ou décédées, les Camerounais sont abandonnés à leur triste sort par celui qui prétend assumer la fonction de Chef de l'État.

Je fais le constat que depuis la forfaiture consécutive à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, M. Paul BIYA est le président de fait du Cameroun. Ce statut, quoique particulier, lui impose des obligations vis-à-vis du peuple camerounais, spécialement dans ce contexte de grave menace d'une terrible pandémie qui requiert sa présence active pour galvaniser et mobiliser ses compatriotes.

Les questions que les Camerounais de tous bords se posent depuis deux semaines au moins sont les suivantes : Où est passé Monsieur Paul BIYA ? Le pays est-il gouverné ? Si oui par qui ? Est-il simplement conscient de sa responsabilité en tant que Président de la République, même illégal et illégitime, dans la préservation de la vie des Camerounais ?

Mes chers compatriotes,

Je ne voudrais pas m'attarder ici sur l'implication et l'investissement personnels et continus des plus grands dirigeants du monde dans cette guerre afin de préserver leurs populations, car vous en êtes les témoins. Cependant, comment ne pas évoquer le sens élevé de responsabilité de certains dirigeants des pays africains, à l'instar du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Gabon et de l'Afrique du Sud qui ont pris personnellement la situation en main et annoncé des mesures financières conséquentes pour faire face à la crise sanitaire tout en soutenant les acteurs économiques !

Chacun peut constater, sans aucun esprit de polémique, qu'alors que ces dirigeants africains ont déjà pris la mesure de la gravité de la situation sanitaire et sécuritaire qui prévaut dans leurs pays respectifs du fait du coronavirus, au Cameroun, Monsieur Paul BIYA affiche une

indifférence déconcertante, en tout cas irresponsable. A côté des mesures prises, des actions déclenchées et des fonds débloqués, chacun des chefs d'Etat précités s'implique personnellement, voire émotionnellement, aussi bien dans la prévention que dans la gestion du péril.

Monsieur BIYA qui, durant toute la campagne présidentielle de 2018 avait pris la parole le 30 septembre 2018 à Maroua pour moins de 15 minutes et que l'on a vu soutenu à bout de bras lors de son accueil au palais de l'Elysée en France, le 10 octobre 2019, démontre au peuple camerounais et au monde qu'il ne peut plus assumer dignement les responsabilités de Président de la République du Cameroun, Chef de l'Etat et Chef des Armées de notre pays. Les quelques personnes qui gèrent le pays dans le cadre de la succession de gré à gré, doivent réaliser que le peuple camerounais n'entend plus s'accommoder de la supercherie.

Les tweets de Monsieur BIYA, généralement en déphasage avec les attentes de ses concitoyens, ne font pas illusion. Dans la guerre contre la secte Boko Haram qui a plongé les populations de l'Extrême-Nord dans le malheur depuis mai 2014, il n'a jamais montré qu'il était le moins du monde affecté par les souffrances de ses compatriotes de cette Région. Après l'accident du train survenu à Eséka, il n'a montré aucune empathie à l'égard du peuple en détresse. Alors que la guerre civile fait rage dans les régions anglophones depuis novembre 2016, il n'a jamais envoyé ni aux populations ni aux soldats qui sont engagés dans cette guerre inutile le moindre message d'affection et de réconfort. Ses courtisans ont tenté de justifier ses distances méprisantes, incompatibles avec la fonction présidentielle, en spéculant avec vacuité sur ce qu'ils appellent « les silences présidentiels ». Dans le contexte actuel d'un grave danger pour la Nation, son silence n'est pas seulement irresponsable, il devient criminel.

Aussi, prenant à témoin le peuple et la communauté internationale sur cette situation inadmissible, je l'engage sous sept (07) jours, à compter de la publication de la présente communication, à s'adresser aux Camerounais, lui-même, pour leur dire quelle est sa riposte contre le COVID-19 et surtout, pour annoncer les moyens de financement nécessaires, aussi bien aux ménages qu'aux entreprises, pour assurer l'efficacité du confinement. En l'absence de telles mesures d'accompagnement, les directives de son gouvernement resteront stériles au regard de la décrépitude du tissu social, de la pauvreté et de la précarité des populations engendrées par son régime depuis 40 ans.

Faute pour lui d'assumer les fonctions présidentielles dont il s'est octroyé la charge depuis le dernier scrutin présidentiel, je me réserve le droit d'appeler le peuple camerounais à tirer toutes les conséquences de sa grave défaillance, qui pourrait alors conduire au constat de son incapacité de gouverner.

Si l'on en venait à une telle situation, je mettrais en garde ceux et celles qui tirent honteusement profit de cette situation de gestion par procuration du pays, d'entreprendre quoique ce soit susceptible d'être interprété par le peuple abandonné comme une provocation.

Notre peuple est en danger de mort. Il a le droit de se défendre, surtout en cas de défaillance de celui qui assume la plus haute fonction au sein de l'Etat, et si les institutions républicaines



compétentes pour en faire le constat et en tirer toutes les conséquences sont elles-mêmes défailtantes.

Mes chers compatriotes,

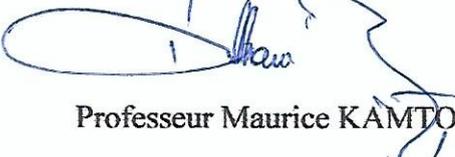
J'ai engagé dans notre pays une campagne de sensibilisation et de prévention qui est en cours. Respectez rigoureusement toutes les mesures prescrites pour préserver votre vie, celle de vos proches et des autres. Nous devons rester debout malgré le défi extraordinaire qui nous est lancé. Soyons disciplinés. Restons mobilisés.

Dans le même esprit, j'en appelle au Gouvernement, en particulier au Ministre de la Santé, pour qu'il engage avec nous une vaste campagne de mobilisation des fonds au niveau national et dans la diaspora, en vue de permettre au pays de donner une réponse appropriée au grave danger auquel il est exposé. Afin de garantir l'efficacité et la transparence dans la gestion des fonds récoltés, ceux-ci devront être gérés par un Comité composé, notamment de représentants du Ministère de la Santé et autres structures gouvernementales, de l'Ordre des Médecins, des Infirmiers et Personnels hospitaliers, des Laboratoires biomédicaux, de l'Ordre des Pharmaciens, du GICAM, des industries pharmaceutiques, du Syndicat des Transporteurs, des Organes de gestions des marchés ouverts et de tout autre secteur d'activité jugé pertinent.

Si dans les sept jours, Monsieur Paul BIYA n'assume pas la fonction présidentielle qu'il s'est octroyée par la fraude électorale, alors je vous donnerai, par divers canaux, la conduite à tenir afin que nous nous prenions charge nous-mêmes.

Fait à Yaoundé le 27/03/2020

Le Président Elu



Professeur Maurice KAMTO

Ampliations :

- Secrétaire Général / ONU
- Président / UA
- Président Commission / UA
- Parlement Européen
- USA
- France
- Grande Bretagne
- Canada
- Israël
- Commission ONU/Droits de l'Homme

Copies :

- Présidence de la République
- Commission Nationale des Droits de l'Homme
- ONG nationales / internationales en charge des Droits de l'Homme